Actualité, urgence et travail collectif dans l'émergence d'un nouveau champ du savoir au Mozambique : le cas du Centre des Etudes Africaines (1976-1986)*

Carlos Fernandes

Abstract

Building research in post colonial Mozambique (1976-1986)
This paper is about a Research Report. It intends to discuss the emergence of a new research field in the post-colonial Mozambique, through the analysis of one single book (Zimbabwe - The Rhodesian Question) produced by the Centro de Estudos Africanos (CEA) of Eduardo Mondlane University, in 1976. Even though this book was not a major piece of research produced by the CEA, it changed the research dynamics of the CEA by introducing three novelties : (1) a focus on the 'actual' (while taking account of its historical roots) rather than on history as such ; (2) a switch from individual-based towards predominantly team-based research; and (3) the introduction of a sense of urgency in research – 'finding out fast' – to respond to immediate concerns. This latter aspect also means that the time for doing research is restricted and that research output has to be subjected to clear deadlines.

Résumé

Cette contribution étudie un rapport de recherche. Elle met en valeur l'émergence d'un nouveau champ de recherche au Mozambique au lendemain de l'acquisition de l'indépendance, à travers l'analyse d'une œuvre (Zimbabwe - La question de la Rhodésie) produite par le Centre d'Etudes Africaines (CEA) de l'Université Eduardo Mondlane, en 1976. Même si cet ouvrage n'est pas une pièce majeure de la recherche produite par le CEA, il a changé la dynamique de la recherche du CEA en introduisant trois nouveautés : (1) l'accent sur «l'actuel» (tout en tenant compte de ses racines historiques) plutôt que la focalisation sur les seuls faits historiques ; (2) le passage d'une recherche individuelle vers la recherche en équipe, et (3) l'introduction de la notion d'urgence dans la recherche - «chercher vite» - pour répondre aux préoccupations immédiates. Ce dernier aspect implique que le temps pour mener la recherche est limité et que la production est soumise à des délais précis.

Cet article se propose de discuter l'émergence d'un nouveau champ de recherche au Mozambique indépendant en particulier au Centre

d'Études Africaines (CEA) de l'Université Eduardo Mondlane, à partir d'un Rapport de Recherche intitulé, *Zimbabwe - la Question Rhodésienne*, produit collectivement par les chercheurs du CEA en octobre 1976. L'analyse fut menée dans un contexte historique spécifique : la période pendant laquelle le Frelimo (Front de Libération du Mozambique) se transforma en parti marxiste-léniniste pour construire une société socialiste au Mozambique (1977-1984). A la suite la signature des *Accords de Nkomati* en 1984, le Mozambique se lança dans des réformes politiques et économiques. A cause d'une grave crise causée par la persistance de la guerre civile et par une gestion économique déficiente, le gouvernement mozambicain commença graduellement à abandonner son ambitieux projet de construction d'une société socialiste, pour adopter (après son adhésion aux institutions de *Bretton Woods*), un programme de réformes inspirées pour les principes de l'économie de marché.

Quand il est question de la principale contribution du CEA au développement de la recherche dans les Sciences Sociales au Mozambique, les chercheurs affiliés à cette institution ne font guère référence à *La Question Rhodésienne*. Ils tendent plutôt à privilégier les œuvres comme *Mineiro Moçambicano* et *Curso de Pós- graduação em Desenvolvimento*, les deux sous la direction de Ruth First, comme *ex libris* du Centre[1]. Bien que ces deux projets aient joué une rôle fondamental dans le renforcement du champ de la recherche dans les Sciences Sociales au moment de l'indépendance, cette contribution, néanmoins, argue que la recherche sur *La Question Rhodésienne* transforma radicalement la recherche en Sciences Sociales au Mozambique.

1. La genèse de l'enseignement supérieur et de la recherche au Mozambique

Il est difficile d'évoquer l'histoire de la recherche dans les Sciences Sociales au Mozambique au lendemain de l'Indépendance sans prendre en considération son passé colonial, période pendant laquelle furent mises sur pied les premières institutions d'enseignement et de recherche. Avec la décolonisation, le Frelimo hérita d'une structure sociale et économique distordue et extrêmement sous-développée. Le pouvoir colonial portugais ne disposait pas de moyens suffisants pour promouvoir le développement économique de ses colonies. De cette situation, par exemple, s'explique l'immigration des Mozambicains vers les mines de l'Afrique du Sud, dont les ressources rapatriées vont devenir un des principaux vecteurs du développement économique de leur pays d'origine. D'autre part, les structures scolaires étaient aussi très faibles pour faire face aux besoins du développement au moment de l'indépendance.

Selon Teresa Cruz e Silva, la naissance de l'enseignement supérieur au Mozambique date de 1962 quand les *Études Générales Mozambicaines* (EGUM) furent créées par le gouvernement colonial portugais, en réponse soit aux critiques des mouvements nationalistes de ses ex-colonies, soit encore du fait de la nouvelle position du Portugal dans ses relations avec

les territoires africains sous son autorité[2]. Le Portugal prétendait montrer aux Mozambicains et au monde en général, qu'il avait pour souci le développement de l'éducation dans ses colonies. Une telle stratégie avait pour but autant la légitimation que la reproduction de sa domination coloniale. A la fin des années 60, les EGUM furent transformées en Université de Lourenço Marques. Celle ci continua de privilégier la population coloniale blanche installée au Mozambique et une élite locale constituée par des Mozambicains noirs assimilés[3]. Aussi n'est-il pas étonnant de constater qu'au moment de l'indépendance, seulement quarante Mozambicains noirs fréquentaient l'Université[4]. Il n'y avait pas dans le cursus universitaire, tant au Mozambique qu'en métropole, de cursus en Sciences Sociales et Humaines ni de disciplines telles la sociologie, l'anthropologie ou encore les sciences politiques, etc…

Pour les autorités, l'éducation universitaire dans les colonies devait être une réplique de la structure d'enseignement supérieur existant au Portugal. Au Mozambique, les quelques cours dispensés et assimilables aux Sciences Sociales[5] étaient les Sciences Pédagogiques, la Philosophie Romane, l'Histoire et la Géographie. Ils conduisaient jusqu'au diplôme de licence. Il faut aussi noter les cours de préparation de *Provedores-adjuntos* des classes de l8 et de 11[6]. Ainsi que le fait remarquer Teresa Cruz e Silva[7], « Il n'y avait pas d'enseignement en Sciences Sociales. Sciences Sociales était une expression, un concept, ou un cours qui, durant la période coloniale, n'était pas bon à entendre. Seulement il nous fut permis de passer la licence ou alors nous étions obligés d'aller au Portugal, du fait de la crainte qu'ils avaient pour tout cours en sciences sociales et du rôle qu'elles pouvaient jouer. Le Droit était absolument interdit, comme l'Anthropologie, il y avait seulement des cours d'Histoire avec le niveau de licence »[8].

Vu les objectifs qu'ils se proposaient, les cours universitaires étaient pour la plupart orientés vers l'enseignement de la culture et des valeurs portugaises. Comme apport à la formation de l'esprit critique et à la culture de débats entre les élèves, ces cours cherchaient à supporter la *vision de monde* du colonialisme portugais au Mozambique, le Portugal y apparaissait comme le seul pouvoir légitime capable d'élever à la condition de citoyens les *indigènes* vus comme des sauvages[9]. Un tel cursus « naturalisait » la suprématie du Portugal et la prétendue infériorité africaine, en contribuant ainsi à la reproduction des privilèges et de l'hégémonie de la population coloniale blanche.

Dans le domaine de la recherche en Sciences Sociales dans le pays, seul l'Institut de Recherche Scientifique de Mozambique (IICM), était considéré comme la Cathédrale des Sciences Sociales Coloniales[10], l'Université faisait partie de cet Institut où se réalisait toute la recherche scientifique. Une des caractéristiques de l'enseignement supérieur au Portugal fut la nette séparation entre l'enseignement et la recherche. L'Université était perçue comme une simple institution d'enseignement et la recherche se faisait hors de l'Université, en particulier au sein de l'IICM[11]. Cet Institut établi en 1955, était contrôlé à partir de Lisbonne, par la *Junta de Investigações do Ultramar.* Selon Pachaleque, avec la création des Études Universitaires Générales/Université de Lourenço Marques, l'IICM collaborait

avec l'Université mais les institutions restaient toujours indépendantes les unes des autres. Des chercheurs de l'IICM régissaient des chaires et dispensaient des conférences pour les étudiants de l'Université. Toujours selon Pachaleque, l'objectif principal de l'Institut était la recherche scientifique, technologique, économique et sociologique. Son champ de recherche comprenait les branches des sciences biologiques, des sciences de la terre et les sciences sociales. Durant les années 50, c'était le seul organisme au Mozambique qui se consacrait aux Sciences Humaines et aux Sciences Sociales[12].

L'IICM effectuait des recherches dans le secteur de l'ethno-histoire, de la sociobiologie de la préhistoire, de l'anthropologie, de la géographie humaine et de la linguistique, peu de travaux reflètent un intérêt contemporain pour les réalités sociales et culturelles mozambicaines. Bien entendu quelques exceptions notables émergeaient, telle la chercheuse mozambicaine, doctoresse en Droit, Maria Leonor Correia de Matos, elle a traduit en portugais en 1957, l'ouvrage de l'anthropologue suisse Henri Junod, *Usages et habitudes des Bantous*. Et plus tard, elle a écrit sur les chefferies des zones Chope. L'anthropologue et Administrateur Colonial, Rita Ferreira, publia une étude sur les Africains de Lourenço Marques. L'IICM effectua aussi une recherche sur les femmes qui commercialisaient les crevettes. Celle-ci démontre qu'au sein de ce petit secteur africain, l'accumulation est possible. A la fin des années 60, ces études commencèrent à être publiées par la *Revista de Ciências Sociale* de l'Institut dans la série *Mémoires de l'IICM*. Parallèlement à ces études ponctuelles sur les réalités contemporaines mozambicaines, l'IICM produisit aussi des résumés, des revues bibliographiques et des traductions d'œuvres en Anthropologie Coloniale.

Selon Pachaleque, l'IICM (section Sciences Humaines) avait seulement trois chercheurs permanents. A cause du nombre insuffisant de chercheurs affiliés à cette institution, les recherches étaient réalisées, pour la plupart, par des collaborateurs de l'Institut, et pour beaucoup, par des personnes qui n'avaient aucune formation en Sciences Sociales. Cette situation reflétait le faible développement des Sciences au Portugal. Ainsi, grâce à ces collaborateurs, l'IICM pouvait surmonter certaines de ses lacunes et disposer de chercheurs disséminés dans plusieurs parties du pays tout en exerçant dans d'autres institutions[13]. Ces collaborateurs de l'IICM étaient souvent des fonctionnaires de l'Administration coloniale, des employés des missions, des explorateurs et des ethnologues, etc… Ils étaient ainsi organiquement liés à l'Administration coloniale, soucieuse de connaître la réalité sociale mozambicaine afin de bien *diriger*[14].

Il n'existait pas encore de vigoureuse tradition de recherche dans les Sciences Sociales, donc des disciplines comme l'Histoire et la Sociologie n'avaient pas encore marqué le champ scientifique portugais, encore moins la connaissance profonde et impartiale de la réalité mozambicaine. Comme l'a fait remarquer Jeanne Penvenne : la conception coloniale portugaise de l'Histoire africaine - ou mieux, le sens distordu de l'expérience historique prêtée aux Africains par les Portugais - avait été largement réservée à l'Anthropologie et à la pseudo-Sociobiologie[15].

L'IICM, comme les Archives Historiques du Mozambique, fut placé en 1975 sous l'autorité directe du Recteur, Fernando Ganhão. Avec l'exode des Portugais suite à l'indépendance, la majorité des chercheurs et du personnel administratif abandonna l'Institut. En 1976, par un décret du Ministère de l'Éducation et de la Culture, ce dernier fut alors intégré dans la structure administrative de l'Université, et son personnel dans le cadre correspondant de cette dernière[16].

Cet institut, constitué de cinq différents centres, couvrait un secteur diversifié de sujets. Le plus grand d'eux fut le CEA. Son objectif initial était de réécrire l'histoire du Mozambique en commençant par la période précoloniale et ses formes d'organisation sociale, et par l'histoire de l'occupation étrangère, l'oppression coloniale et la résistance, toujours sous l'angle des peuples mozambicains comme sujets de cette Histoire. Les quatre restants étaient le Centre d'Écologie, le Centre des Technologies Basiques (TEBARN), le Centre d'Études de la Communication et le Centre de Documentation Scientifique. L'IICM devint ainsi une simple agence d'accueil et chapeauta les cinq centres. Tous les centres avaient pour objectif de travailler de manière intégrée pour le développement du Mozambique[17]. Néanmoins, à mesure que les autres centres acquéraient de l'autonomie, l'IICM se désintégra, curieusement sans avoir été officiellement supprimé.

2. Post Indépendance : Tentative de création d'une « Université pour le peuple »

Avec l'indépendance nationale, une des premières mesures prises par le Frelimo fut de supprimer les marques de la présence coloniale portugaise au Mozambique et tout ce qui fondamentalement prétendait servir les intérêts du pouvoir colonial. A l'occasion de l'indépendance en 1975, le Mozambique fut le témoin de l'exode massif d'enseignants universitaires portugais ainsi que d'étudiants. Entre 1975 et 1978, le nombre d'étudiants passa de 2.433 à 740 seulement, et le nombre de professeurs mozambicains se réduisit à moins de 10 personnes[18]. Du fait de ce manque d'enseignants universitaires, l'Université des premières années de l'Independence improvisa en utilisant les *alunos-monitores* (moniteurs et assistants) qui collaboraient dans l'enseignement et la recherche sous l'autorité directe d'un enseignant.

L'État post colonial du Mozambique hérita ainsi d'une structure d'enseignement et de recherche très fragile et essentiellement tournée vers les intérêts du Portugal. Un enseignement eurocentrique et sans espace pour le débat et le questionnement critique. Comme l'affirme Aasland (1984 : 19) : la séparation entre la recherche et l'enseignement universitaire semble être une caractéristique de la structure universitaire portugaise, une structure conçue pour servir un système politique autoritaire ; et qui ne permet pas l'existence d'espace pour le débat et le questionnement. Une des conséquences a été que les enseignants comme les étudiants à l'Université au Mozambique n'étaient pas familiarisés avec la pratique du questionnement critique et furent essentiellement empiriques.

En janvier 1976, débuta la première année académique de la seule université existante alors. En mai de la même année, l'Université de Lourenço Marques se transforma en Université Eduardo Mondlane, en hommage au premier président du Frelimo. Ce changement marquait symboliquement la tentative du pouvoir politique d'opérer une « rupture complète avec le passé colonial »[19] et d'imposer une nouvelle conception de l'enseignement supérieur : une université populaire au service de la société mozambicaine « en route vers le socialisme ».

L'enseignement des Sciences Sociales, durant les premières années de l'indépendance, ne connut pas de grands changements. Les cours en Sciences Sociales et Humaines dispensées à la Faculté des Lettres furent maintenus pendant une période relativement longue, néanmoins la structure précédente de la Licence d'une durée de trois ans fut reformée dans son contenu pour en ajuster les objectifs et le contenu aux réalités politique, sociale et économique du pays. Ainsi, pour le cas concret de l'enseignement de l'Histoire, furent créées les chaires d' Histoire du Mozambique et de l'Afrique; le cours de Philologie romane modifia ses objectifs et se transforma en enseignement des Lettres Modernes[20]. Mais Il continuait à offrir les mêmes cours que durant la période coloniale. L'euphorie de l'indépendance prédominait, masquant les lacunes. L'année de 1975 fut, selon les mots du premier président de Mozambique, Samora Machel, l'année où pour la première fois, du Rovuma à Maputo, le peuple mozambicain endossa entièrement la responsabilité de sa destinée historique[21].

Le Frelimo manifestait un important intérêt politique à transformer radicalement l'Université et les contenus de l'enseignement qui y était dispensé. L'enseignement de l'Histoire avait désormais une place particulièrement importante. C'était d'abord l'histoire de l'oppression coloniale sous ses différentes formes mais aussi l'histoire de la résistance africaine au colonialisme. Puis elle se développa en une discipline qui réaffirmait l'expérience historique du sujet africain pour faire pièce à l'historiographie coloniale, en restaurant les valeurs culturelles et la dignité africaine tout en participant aux aspirations du Frelimo de construire la nation mozambicaine. Aussitôt après l'acquisition de l'indépendance nationale, la production d'une *Histoire du Mozambique* commença à se planifier et des années plus tard, le Département d'Histoire de l'Université Eduardo Mondlane concrétisa le projet.

Fernando Ganhão, premier Recteur de l'Indépendance et membre éminent du Frelimo, dans une entrevue en janvier de 1975, définit certains des objectifs principaux de l'Université de la sorte : « transformer l'Université de Lourenço Marques, depuis toujours au service de pouvoir colonial, en institution éducative au service du pouvoir populaire, exige sa direction par l'avant-garde organisée du peuple - le Frelimo - et la participation de tous les éléments dans sa gestion selon les principes de la démocratie populaire et l'identification de tous les universitaires favorables à la cause populaire (...) l'intégration des étudiants dans le processus révolutionnaire de l'élimination des classes sociales se fera avec la même attitude qui nous a permis de gagner la guerre, nous allons chercher à la réaliser dans la paix, inspirés par la même expérience »[22].

Cette conception de la mission de l'Université, des scientifiques et des chercheurs, fait partie, en paraphrasant Michel Foucault, du « régime de vérité[23] » que le Frelimo prétendait établir dans la société mozambicaine. Il était demandé à la nouvelle université de s'armer de la « théorie du changement social …» qui permettrait de modifier les conditions sociales héritées du colonialisme portugais ; ainsi que de se défaire de sa dépendance à l'égard du système capitaliste sud-africain. La théorie du changement social proposée par le pouvoir entre en conflit avec la « théorie de l'ordre social », considérée comme « une des théories les plus réactionnaires de la science sociale bourgeoise. »[24]

Pour les dirigeants du Frelimo, la genèse de la théorie sociale ne devrait pas être exclusivement cantonnée à l'étude des écrits et à la salle de cours mais s'étendre aussi à la « pratique et aux luttes sociales ». L'Université, dans l'optique du pouvoir, devrait être tournée vers la production d'intellectuels déterminés à s'engager dans le processus pratique de la transformation sociale. Dans le cas du Mozambique, ceux-ci devraient être capables de construire et de consolider, dans l'alliance avec les autres classes et groupes sociaux, les bases d'une société socialiste.[25]

La réalité sur le terrain, au lendemain de l'indépendance, montre un autre scénario éloigné des aspirations ardentes de l'« utopie freliminienne » : inadéquation des programmes de l'Université, rareté de chercheurs, inexistence de travaux de recherche qui abordaient le Mozambique contemporain et les défis du développement socialiste. Durant cette phase « révolutionnaire », apparut donc l'urgence pour le Mozambique de développer les Sciences Sociales afin de colmater le vide laissé par l'héritage colonial portugais.

Une grande pression pesait sur les chercheurs en sciences sociales et en sciences humaines. Ceux-ci devaient convaincre des bénéfices sociaux et économiques de leurs travaux scientifiques. La recherche devait se mettre au service de la transformation des conditions sociales de Mozambique. Était ainsi privilégié le paradigme des Sciences Sociales Appliquées, ce qui signifiait une étroite liaison avec les décideurs politiques.

3. La naissance du CEA

L'exode des enseignants et des chercheurs portugais entraina une quasi paralysie de la seule université existant dans le pays. Selon Fernando Ganhão : « …comme il n'y avait pas de Mozambicains pour les remplacer, nous nous sommes alors adressés aux pays socialistes avec l'intention de trouver des personnes pour combler ces lacunes. Le premier de ceux-ci fut la Pologne où j'étais en train de faire mon Doctorat. Néanmoins, j'étais conscient de leurs limites en Sciences Sociales. Il ne fallait pas reproduire ces modèles ici au Mozambique ; nous avons porté alors notre attention sur l'Université de Dar Es Salaam où j'ai trouvé au sein du Centre des Études pour le Développement, quelques chercheurs parmi lesquels Marc Wuyts auquel j'ai demandé de travailler avec nous pour créer un secteur d'enseignement dans les Sciences Sociales ici au sein de l'UEM »[26].

L'idée initiale du Recteur Fernando Ganhão n'était pas à proprement parler de créer un centre de recherche, mais d'introduire dans la nouvelle université des cours en Sciences Sociales et des disciplines comme la Sociologie, l'Anthropologie, l'Économie etc... Mais comme cette idée ne s'est pas concrétisée, le recteur de l'UEM réfléchit sur la nécessité de créer un pôle de recherche en Histoire dont pourraient bénéficier les quelques jeunes étudiants mozambicains qui ont obtenu leur licence en Histoire. Par la suite, ces derniers pourraient aider à promouvoir la recherche dans le même secteur.

Selon Ganhão, « J'ai parlé avec plusieurs personnes dont Aquino de Bragança, journaliste à *Afrique-Asie* et j'ai contacté mes étudiants en Histoire. J'étais alors enseignant d'Histoire. J'ai invité quelques étudiants, parmi lesquels Luís de Brito, Carlos Serra, Teresa Cruz et Silva, Isabel Casimiro et d'autres dont je ne me rappelle plus[29]. Ce fut l'occasion de rendre hommage au Centre d'Études Africaines, créé en 1949 à Lisbonne par Amílcar Cabral, Augustinho Neto, Marcelino dos Santos et d'autres qui étaient alors en exil (...) Ce centre n'a pas eu une longue existence au Portugal, mais l'idée était de lui rendre un hommage. »

Le projet de la constitution au sein de l'Université d'un Centre de recherche en Sciences Sociales focalisé sur les études africaines, n'a pas été délibéré. Cette idée apparut graduellement à mesure que les contextes local et international (le CEA abritait déjà des chercheurs comme Aquino de Bragança et Ruth First) imposèrent cette nécessité historique. La création du CEA fut ainsi liée à un contexte global de la renaissance des Sciences Sociales dans les États postcoloniaux qui cherchaient à donner une nouvelle direction à l'enseignement et à la recherche. Celles ci étaient appelées à jouer un rôle positif dans l'émancipation et la justice sociale, sur fond de bipolarisation du monde due à la guerre froide, de la propagation des théories marxistes en Occident et de la révolution estudiantine de *Mai 68* à Paris.

Le CEA émergea aussi dans un contexte local de résurrection de la nouvelle université sous la direction du Frelimo. Il cherchait, à la suite de l'exode des enseignants et des étudiants, à changer radicalement la face de l'Université en promouvant la recherche dans les Sciences Sociales. La discipline historique eut un rôle central dans la réécriture de la nouvelle histoire du Mozambique, en ayant comme point de départ l'expérience de la lutte de libération nationale contre le pouvoir colonial portugais et la construction de la nouvelle nation mozambicaine « en route vers le socialisme ». Le contexte régional joua aussi un rôle important dans la mesure où étaient liées recherches et luttes de libération de l'ANC, du Zimbabwe et de la Namibie contre le système capitaliste de *l'apartheid* en Afrique du Sud.

Le Centre d'Études Africaines (CEA), formellement créé en janvier de 1976, eut comme Directeur : Aquino de Bragança, journaliste de réputation internationale, universitaire, enseignant de l'UEM, conseiller personnel du Président Samora Machel, et dans le contexte mozambicain, « un des hommes les plus écoutés par le pouvoir »[28]. Durant la première année de son existence, l'équipe des chercheurs fut constituée par une génération

de jeunes historiens mozambicains inscrits en licence d'Histoire à l'Université Eduardo Mondlane : Luís de Brito, Eulália de Brito, Miguel da Cruz, Ana Loforte, Teresa Cruz e Silva, Salomão Nhantumbo, Amélia Muge, Nogueira da Costa, João Morais et Ricardo Teixeira. Ces deux derniers appartenaient à la Section Archéologie. L'historien chercheur mozambicain, António Pacheco rejoignit aussi le Centre qui commença à donner les premiers signes de vie dans la recherche en Sciences Sociales. Le CEA s'était à cette occasion exclusivement consacré à la recherche en histoire coloniale du Mozambique. Il comportait plusieurs sections, chacune représentant une période historique. Les chercheurs comme Luís de Brito, d'Eulália de Brito António Pacheco et le directeur du Centre lui-même constituèrent le Groupe de recherche sur l'Afrique Australe, car Aquino de Bragança avait insisté sur la nécessité d'étudier le Mozambique dans son contexte régional. Nogueira da Costa et Miguel Da Cruz mirent sur pied le Groupe de l'Histoire du XIXème siècle; Anne Loforte, Salomão Nhantumbo et Amélia Muge formèrent le Groupe de l'Anthropologie et le reste, étudiants comme chercheurs, demeurèrent en Archéologie. Ces secteurs de recherche du CEA s'étaient plus consacrés à la documentation qu'à la recherche sur le terrain à l'intérieur des communautés.

Pendant la période de la mise sur pied de la structure initiale du Centre et lors de sa première année de fonctionnement, tous leurs chercheurs étaient Mozambicains. Graduellement des chercheurs étrangers les rejoignirent tels Kurt Mandorin, Barry Munslow, Marc Wuyts et David Wield, qui menaient des recherches sur l'histoire du nouveau Mozambique « en route vers le socialisme ». Certaines de ces personnes avaient été initialement recrutées pour enseigner en Sciences Sociales, suivant les directives du Recteur Ganhão. Néanmoins, comme ce projet ne s'est pas matérialisé, ces chercheurs furent graduellement intégrés dans le CEA comme collaborateurs.

Selon Marc Wuyts, économiste belge et chercheur du CEA, cette phase importante du CEA fut d'une grande valeur instructive pour les chercheurs étrangers qui arrivaient avec une connaissance limitée sur l'histoire du Mozambique. Selon Wuyts, « ici j'ai beaucoup appris sur le Mozambique, en assistant aux séminaires, aux présentations de travaux par les jeunes chercheurs et par plusieurs autres chercheurs (Historiens, Archéologues, Anthropologues) - parmi lesquels des chercheurs français célèbres qui travaillaient sur l'Afrique[29]. »

4. *La Question Rhodésienne* - Le contexte social de sa production

Le Directeur du Centre, Aquino de Bragança, intellectuel engagé dans les luttes pour la justice sociale et l'émancipation des peuples opprimés, considéré par beaucoup comme le « nomade de la lutte anticolonialiste[30] », mit l'accent sur la nécessité pour le CEA, d'étudier le Mozambique dans le contexte de l'Afrique Australe. Aquino de Bragança était profondément engagé dans le processus de la décolonisation du Zimbabwe comme Conseiller personnel du Président Samora Machel, ce qui lui permit de s'impliquer dans de multiples discussions avec des éléments du ZANU (PF)[31]

de Robert Mugabe. Celui-ci, en février 1980, venait de gagner les élections au Zimbabwe nouvellement indépendant.

Le soutien du Mozambique à la cause de l'indépendance du Zimbabwe date des premières années des luttes de libération, durant les années 60 et 70, quand le Frelimo et le ZANU avaient constitué des mouvements insurrectionnels contre l'oppression coloniale. Cet appui s'explique d'une part, par le fait que ces deux pays partagent la même frontière, et d'autre part parce que le gouvernement de la Rhodésie et les autorités coloniales portugaises avaient investi de considérables énergies dans la coopération militaire contre ces mouvements insurrectionnels.

En mars 1976, le Mozambique ferma ses frontières avec la Rhodésie (l'actuel Zimbabwe), coupant ainsi le commerce et imposant des sanctions au gouvernement de la minorité blanche mené par Ian Smith. Cette attitude, selon Young (1990) et Hall (1990), a fait que les Rhodésiens virent comme représailles la nécessité urgente de créer un groupe insurgé sur le territoire mozambicain, en ayant comme mode principal d'action, le sabotage, pour nuire à l'économie du pays. Ainsi fut constituée en 1976 la *Résistance Nationale du Mozambique*[32] (RENAMO)[33]. Des attaques sur le territoire mozambicain eurent lieu une année après l'indépendance nationale en février 1976, d'abord dans les provinces de Tete, de Manique, dans le centre de Mozambique et plus tard à Gaza. Le pays, une année s'être défait du colonialisme portugais, connut des moments de crise économique et sociale aggravée par des sabotages militaires venus de l'extérieur. Le Journal *Observations*, publia dans son éditorial de juillet 1976 : « Nous sommes en guerre! Le Mozambique est en guerre contre le gouvernement raciste de la colonie britannique de la Rhodésie du Sud. En guerre contre les exploiteurs du peuple frère du Zimbabwe, en guerre contre les assassins de notre propre peuple »[34].

Le Frelimo sollicita alors le directeur du Centre, Aquino de Bragança afin de réaliser une étude sur la situation socio-économique du Zimbabwe, pour que le gouvernement mozambicain puisse mieux comprendre les tensions et les contradictions qui pourraient émerger dans le processus de négociation de l'indépendance du Zimbabwe. Le CEA réalisa, de cette façon, en octobre 1976, son premier projet collectif[35] : *Zimbabwe - la question Rhodésienne*. Cette entreprise scientifique du CEA respecte l'ancienne division organique du Centre dans les secteurs de l'histoire coloniale. Elle rassembla tous les chercheurs disponibles dans une même action collective.

Ce fut pendant la préparation de ce projet de recherche collective que l'économiste Marc Wuyts, professeur à la faculté d'économie de l'UEM depuis juillet 1976, reçut l'invitation d'Aquino de Bragança pour intégrer l'équipe de chercheurs de CEA. Pendant le séjour de Marc Wuyts au Mozambique, de juillet 1976 à décembre 1983, il continua à travailler tant au sein du CEA qu'auprès de la faculté d'économie, sa position « officielle » dans l'UEM[36].

L'étude produite par le CEA en octobre 1976 avait la prétention de servir de base aux dirigeants du Frelimo comme à ceux des partis nationalistes du Zimbabwe lors des discussions pendant la conférence de Génève[37]

convoquée par la Grande-Bretagne pour cette même année, et qui visait à l'établissement d'un gouvernement de transition pour le Zimbabwe, ce qui suppose le transfert des pouvoirs du colonisateur britannique au peuple du Zimbabwe.

Selon les chercheurs mêmes du CEA, ce rapport fut la première activité et la première publication collective du Centre depuis sa constitution depuis l'indépendance de Mozambique. Le projet fut élaboré et le rapport collectivement écrit pendant la courte période de trois semaines[38]. Huit chercheurs du CEA participèrent à cette entreprise, notamment Aquino de Bragança, Maria Eulália Brito, Luís de Brito, Kurt Mandorin Barry Munslow, António Pacheco, David Wield et Marc Wuyts.

La Question Rodhesienne, en utilisant la perspective d'analyse de classe marxiste, cherchait à comprendre le développement des structures économiques de la Rhodésie coloniale et à identifier les différentes classes sociales et les factions de classe qui ont émergé de la base coloniale. Elle prétendait aussi déterminer les probables positions de classe que celles-ci pourraient prendre lors de cette phase de la lutte des classes au Zimbabwe[39]. Dans ce rapport, les chercheurs de CEA examinèrent les questions cruciales qui se poseraient lors de la transition vers l'indépendance du Zimbabwe, notamment celles de l'importance des investissements étrangers en Rhodésie, la question de la terre, la composition et le caractère de la classe ouvrière et les conséquences sur le programme révolutionnaire. Le rapport contient quelques données sur la petite bourgeoisie africaine et la population coloniale, et essaie d'apporter des éléments pour une réflexion sur leur hétérogénéité et leur apport possible au Zimbabwe indépendant.

5. La genèse d'une nouvelle forme de recherche

Mais le Rapport Final extrait de cette recherche n'est pas une étude en profondeur sur le Zimbabwe, d'une part parce que le matériel bibliographique disponible au Mozambique sur ce secteur était insuffisant et d'autre part, parce qu'aucun des chercheurs n'était spécialiste du Zimbabwe. Néanmoins cette recherche changea radicalement la dynamique de la recherche au sein du Centre en initiant trois innovations :

1. L'enracinement de la recherche dans l'« actualité » sans toutefois cesser de prendre en considération ses racines historiques, mais sans se focaliser sur uniquement les aspects historiques ;
2. Le passage d'une recherche individuelle à une recherche collective et ;
3. L'introduction d'un sens de l'urgence dans la recherche pour répondre à des préoccupations immédiates. Ce dernier point implique que le temps consacré à la recherche proprement dite soit très bref car les résultats devaient être publiés dans des délais très clairs.

Ainsi, avec l'émergence de cette nouvelle pratique scientifique dans le CEA, son ancienne division *épistémique* n'était plus raisonnablement

d'actualité. Le CEA passa alors pour être plus focalisé sur des questions rattachées aux défis contemporains de la reconstruction nationale et de la transformation des conditions sociales. Il initia un type d'approche scientifique avec un caractère plus actuel dominé par l'idée d'urgence. Le CEA se dut, dans le même temps, de faire ressortir que cet accent mis sur l'actualité, n'a pas annulé la préoccupation du Centre de toujours contextualiser *historiquement* toutes ses recherches, en discutant de l'impact de la colonisation sur le Mozambique contemporain. C'est à partir de ce moment, que le CEA abandonna le caractère individuel des travaux de recherche qui, dans bien des cas, étaient marqués par les choix individuels de leurs auteurs, liés[40] à leurs projets de fin d'étude, pour une « recherche majoritairement collective », sans néanmoins abandonner de manière absolue, la première[41]. Les fruits des travaux du CEA apparurent ainsi de plus en plus comme le résultat d'une collaboration d'une équipe. La recherche collective menait à un travail de convergence qui nécessite de créer un consensus sur l'interprétation des faits, mais qui pouvait ne pas refléter l'idée de tous les chercheurs. Même les études signées individuellement furent aussi le fruit de discussions et de débats à l'intérieur du Centre[42].

Le choix des méthodes collectives de travail était intimement lié à la *vision du monde* marxiste du Frelimo du pouvoir collégial, le *pouvoir est comme les grains de sable qui ne peuvent pas se séparer* ; dans cette optique, l'opposition était considérée comme un « individualisme bourgeois et élitiste ». Comme l'affirma Samora Machel en 1976, dans un discours à l'occasion de la journée mondiale du travailleur, « le savoir et la science possèdent une dimension éminemment et intrinsèquement collective »[43]. Dans le même esprit, le CEA imposait comme prémices, « le rejet de la division du travail dans la production de la connaissance caractéristique de la bourgeoisie ; ainsi que le rejet du fractionnement, du carriérisme académique et de l'isolement professionnel que cette division de travail produit »[44].

Le sens de l'urgence dans le travail du CEA est aussi le produit de cet engagement en faveur de la stratégie de développement socialiste au Mozambique et des luttes de libération en Afrique australe. Il fallait analyser les questions prioritaires de l'économie de Mozambique durant la « transition vers le socialisme, » spécialement dans ses relations avec le régime raciste sud-africain. Comme l'a affirmé Ganhão en 1982, lors de la réunion organisée par l'UNESCO sur les problèmes et les priorités des Sciences Sociales en Afrique Australe, « il y a une nécessité urgente d'étudier et de contrôler régulièrement le système sud-africain, de prospecter et de prévoir les développements de son économie, dans la mesure où ils affectent les autres États de la région. Nous devons étudier les questions qui, dans le contexte de SADCC, doivent être abordées, pour que les stratégies spécifiques de développement des économies puissent connaître le succès »[45].

Dans la préface de l'édition mozambicaine de ce rapport, le CEA souligne cette nouvelle fonction sociale des intellectuels, qui est de soumettre la recherche à l'urgence de l'actualité. Elle affirme que dans le « Mozambique postcolonial : ce travail a été spécifiquement préparé comme un document de base pour la conférence constitutionnelle de Genève sur

le Zimbabwe, réalisée en octobre 1976. Il s'impose comme un document politiquement orienté, qui expose les problèmes fondamentaux et inspire les mentalités pour leur solution... »[46]

En résumé, les trois innovations qui ont émergé, actualité dans la recherche, le collectif et le sens de l'urgence, ont impulsé une nouvelle dynamique à la recherche scientifique du CEA, en stimulant l'apparition d'un nouveau champ de recherche au Mozambique post colonial. Le CEA sous la direction d'Aquino de Bragança et de Ruth First, chercha à développer une *recherche appliquée et politiquement inspirée*, mais toujours avec une vision critique et une dé-dogmatisation du marxisme léninisme du Frelimo. Aquino de Bragança croyait que « la fonction de l'intellectuel était plus d'apporter des solutions que d'interroger[47]. » Telle n'était pas la vision du pouvoir politique. Selon le recteur Ganhão, « l'Université était une structure organisée pour produire des intellectuels qui étaient déterminés à s'engager dans le processus pratique des transformations sociales »[48]. Donc, plus il interrogera, plus il comprendra qu'il faut changer les conditions sociales du Mozambique en « transition vers le socialisme ». Les recherches du CEA ont ainsi cherché à être toujours en harmonie avec les stratégies du développement social et économique du Frelimo et de l'État. Des sujets liés à la socialisation du développement agricole, à l'organisation des villages communaux, au chômage etc, sont devenus des priorités de la recherche, parce qu'ils étaient des priorités politiques de l'État. Il reste néanmoins la question en suspens de savoir à quel moment nous pourrions être en présence d'un mouvement dialectique. En effet les résultats de quelques recherches sur les réalités sociales du Mozambique contemporain, produites par CEA, ne pouvaient elles pas aussi contribuer à une meilleure définition des politiques du développement socialiste de Mozambique de la part du Frelimo ?

Conclusion

Même si la *Question Rodesienne* ne peut pas être considérée comme la meilleure production scientifique du CEA, étant donné que les chercheurs qui en sont les auteurs n'étaient pas des spécialistes du Zimbabwe, notre contribution montre que ce travail a changé radicalement la dynamique de la recherche du Centre et a permis l'émergence d'un nouveau champ de la recherche au Mozambique. Ce changement est caractérisé par l'introduction de trois innovations : (1) une approche de l'« actuel » (sans néanmoins cesser prendre en considération ses racines historiques), au lieu se focaliser sur uniquement les faits historiques ; (2) le passage d'une recherche individuelle à une recherche collective ; et (3) l'introduction d'un sens de l'urgence dans la recherche pour répondre à des préoccupations immédiates.

Ce dernier point implique que la durée des recherches est restreinte et que les résultats doivent être soumis dans des délais très clairs. Ainsi naquit, à la suite de la recherche sur *La Question Rhodésienne*, de nouvelles manières de mener la recherche dans les Sciences Sociales au Mozambique indépendant. Elles perdureront jusqu'à la fin de la « phase socialiste »

commencée à la suite du Quatrième Congrès du Frelimo 1984 et culmineront avec le décès d'Aquino de Bragança en 1986.

Carlos Dias Fernandes,
UFBA-POSAFRO, Brasil
UEM, Mozambique

Notes

* Traduit du portugais par Solofo Randrianja

1 Shula Marks historienne sudafricaine dans son hommage à Ruth, assassinée à Maputo, lors de l'inauguration des locaux du CEA, a souligné l'importance du rôle de Ruth First au sein du centre, en considérant comme secondaires des questions, comme les liens entre le Centre, le Frelimo et l'Etat / et comment ils ont eu des répercussions sur tout le travail du CEA, à la fois dans le choix des sujets de recherche mais aussi dans celui des méthodes collectives de travail comme la principale caractéristique de l'ARC.Voir Marks, Shula, *Ruth First. A Tribute* In, *Journal of Southern African Studies*, Vol.10, nr.1, 1983, pp.123-128. Tous les chercheurs du CEA que j'ai interrogés, soulignent la contribution de la *Questão Rodesiana*. La plupart des chercheurs ont mentionné seulement obra *O Mineiro Moçambicano*, o *Curso de Desenvolvimento*, a *Oficina de História*, comme les grandes contributions de l'ARC.

2 Cruz e Silva. Instituições de Ensino Superior e Investigação em Ciências Sociais: A herança colonial, a construção de um sistema socialista e os desafios do século XXI, o caso de Moçambique. In *Lusofonia em África – História, Democracia e Integração Africana*. Codesria, 2005,p.33-44.

3 Ibidem.

4 Buendia, Miguel. *Educação Moçambicana – História de um Processo*. Livraria Universidade, UEM, Maputo, 1999,p.268.

5 Si on les compare à d'autres cours tels que ceux en sciences naturelles, agricoles, en Médecine et en génie, les sciences sociales ont peu d'importance au Mozambique à l'époque. Par exemple, en 1969 la population totale d'étudiants en sciences sociales fut de 267, contre 1366 en ce qui concerne celui des étudiants en sciences dites «exactes».

6 Voir, Pachaleque, Calisto; Mendonça, Fátima; Taju, Gulamo; Mousinho, Mário. *Formação e Investigação em Ciências Sociais* – Seminário (4 e 5 de Marco), UEM, 1993,P.1-24.Entrevista com Teresa Cruz e Silva, Agosto de 2007.

7 Pachaleque, Calisto; Mendonça, Fátima; Taju, Gulamo; Mousinho, Mário. *Formação e Investigação em Ciências Sociais* – Seminário (4 e 5 de Marco), UEM, 1993,P.1-24.

8 Teresa Cruz e Silva, chercheuse de l'ARC depuis sa création, et au moment de l'indépendance, licenciée en histoire de l'ancienne université de Lourenço Marques

9 Entrevue avec Teresa Cruz e Silva, Aout 2007.

10 Zamparoni, Valdemir. "De Escravo a Cozinheiro – Colonialismo e Racismo em Moçambique", EDUFBA/CEAO, Salvador, Brasil, 2007,P.54.

11 Entrevue avec João Paulo Borges Coelho, 2/08/07.

12 Voir Aasland, Tertit. *Research in Mozambique – A survey of the research sector in Mozambique with an introduction on Norwegian assistance to development research and to Mozambique*, Oslo,1984,p.19, 59pags.

13 Pachaleque,et alli.

14 Pachaleque, Calisto; Mendonça, Fátima; Taju, Gulamo; Mousinho, Mário. *Formação e Investigação em Ciências Sociais* – Seminário (4 e 5 de Março), UEM, 1993,P.1-24.

15 Pour un aperçu rapide sur l'anthropologie au Mozambique, lire Loforte, Ana; Mate, Alexandre. As Ciências Sociais em Moçambique, *mimeo*, CEA, 21pags.1993.

16 Penvenne, 1985:110. Ma traduction : *The Portuguese colonial conception of African History or better, the warped sense of historical experience afforded to Africans by the Portuguese – had been largely relegated to anthropology and a kind of pseudo-sociobiology*.

17 Noticias, 6/12/76.

18 Beverwijk, Jasmin. *The Genesis of a System – Coallition Formation in Mozambican Higher Education* (1993-2003), PhD Thesis, 2005,p.102.

19 Ganhão, Fernando. "Problemas e prioridades na formação em ciências Sociais" In Revista *Estudos Moçambicanos*, nr. 4, CEA, Maputo, 1984,p.5-17.

20 Loforte, Ana; Mate, Alexandre. As Ciências Sociais em Moçambique. *Mimeo*, Maio, 1993,p.3.

21 *Noticias*, 1/1/1975, *Mensagem do Ano Novo*, p.4.

22 *Noticias*, interview de Antonio Souto a Fernando Ganhão, 16/01/1975. p.2.

23 Selon Foucault, chaque société a son régime de vérité, sa politique générale de la vérité: c'est à dire les types de discours qu'elle accepte et fait fonctionner comme vrai, les mécanismes et les instances qui permettent de distinguer entre les déclarations vraies et les fausses, les manières de sanctionner les unes autant que les autres, les techniques et les procédures qui sont récupérées pour obtenir la vérité, le statut de ceux qui ont la charge de qualifier ce qui fonctionne comme véritable Ver, Foucault, Michel. *Microfísica do poder*. Rio de Janeiro, Graal, 1981.

24 Ibidem.

25 Ganhão, Fernando. "Problemas e prioridades na formação em ciências Sociais" In Revista *Estudos Moçambicanos*, nr. 4, CEA, Maputo, 1984,p.5-17.

26 Entrevista com Fernando Ganhão, Julho de 2007.

27 Ibidem,p.55.

28 Entrevue avec Marc Wuyts, Julho de 2009. Ma traduction : *this is where I learned a lot about Mozambique, by listening to seminar presentations given by these young graduates and by various visiting scholars (Historians/ Archeologists/ Anthropologists) – among whom, but not only, a number of famous French scholars – who worked on Mozambique or, more generally on Africa.*

29 Contribution de Pietro Petrucci, jornaliste italien, In Bragança, Sílvia. "Aquino de Bragança – Batalhas ganhas, sonhos a continuar". Ed. Ndijira, Maputo, 2009,p.55

30 Selon Moore, de la fin de l'année 1975 au début de 1977, la lutte de libération au Zimbabwe a été menée par un groupe de jeunes commandants d'orientation marxiste. Il s'est enrôlé au sein du *Zimbabwe African National Union* (ZANU) et du *Zimbabwe African People´s Union* (ZAPU) et ainsi que dans les rangs de leurs armées pour instaurer la souveraineté nationale et défaire le néo-colonialisme. Pour une lecture de l'histoire dês mouvements de libération du Zimbabwe, Moore, David. Democracy, *Violence and Identity in the Zimbabwean war of National Liberation: Reflections form the Realms of Dissent*. In, *Canadian Journal of African Studies*, Vol. 29, nr.3, 1985, pp.375-402; Henriques, Julian. *The Struggles of the Zimbabweans : Conflicts between the Nationalists and the Rhodesian Regime*. In, *African Affairs*, Vol.76,nr.305, Outubro,1997, pp. 495-518.

31 *Zimbabwe African National Union*.

32 Sur les origines de la RENAMO, ver, Young, Tom. *The MNR/RENAMO : External and Internal dinamics*. In, *Afican Affairs*, Vol. 89, nr. 357, pp. 491 – 509; Hall, Margaret. *The Mozambican National Resistance Movement (RENAMO): A Study in the Destruction of na African Country*. In, *Africa : Journal of International African Institute*, Vol. 60, nr. 1, 1990, pp.39-68.

33 Hall, 1990:39. Selon cet auteur, la «Résistance nationale du Mozambique» est connue pour ses nombreux acronymes, les plus couramment utilisés sont le MRN (en particulier au Zimbabwe) et la RENAMO (inventé en 1983)

34 *Noticias*, 4/7/76.

35 Idem.

36 Cependant, tous les chercheurs de l'ARC participèrent à ceprojet. Le groupe des anthropologues et celui des historiens du XIXe siècle n'en faisaient pas partie mais avaient participé aux recherches du Groupe de l'Afrique australe en particulier, Aquino de Bragança, Maria Eulalia Brito, Luís Brito et Antonio Pacheco.

37 Interview de Marc Wuyts, juillet 2009.

38 Les pourparlers à Genève entre le gouvernement de Ian Smith et les partis nationalistes débutèrent en octobre 1976. Les nationalistes furent divisés en dépit des efforts des présidents des Etats membres du de la ligne de front pour les unir. Les deux principaux dirigeants nationalistes, Joshua Nkomo et Robert Mugabe avaient, cependant, formé le même mois, le «Front patriotique». Ndabaningi Abel Muzorewa et Sithole, chefs des autres partis prirent part à la conférence mais séparément. Ian Smith, leader du gouvernement blanc minoritaire de Rhodésie insista sur le fait que le but de la conférence était de mettre en œuvre les propositions d'Henry Kissinger, alors secrétaire d'État des Etats-Unis. Ceux ci comprenaient le contrôle par les Blancs de la défense, de la justice et des forces de l'ordre. Les nationalistes rejetèrent en bloc ces propositions. Ivor Richard, l'ambassadeur britannique aux Nations Unies, présida la conférence qui dura sept semaines. Les discussions furent reportées jusqu'à décembre, mais ne furent jamais reprises. (Voir Williams, Gwyneth et, Hackland, Brian. "The Dictionary of Contemporary Politics of Southern African", Routledge, London, 1988)

39 CEA, ", A Questão Rodesiana", Iniciativas Editoriais, Lisboa, 1978.

40 CEA, ", A Questão Rodesiana", Iniciativas Editoriais, Lisboa, 1978

41 Quelques chercheurs du CEA, n'ont pas pu empêcher la publication d'articles, résultant de recherche individuelle. Elles ont été publiées, par exemple, par des revues de l'ARC comme *Estudos Moçambicanos* ou encore des revues d'histoire *Não Vamos Esquecer*. Des articles individuellement signés furent également publiés, comme par exemple l'étude deMarc Wuyts, *Camponeses e Economia Rural*. Ver, Wuyts, Marc. *Camponeses e economia rural em Moçambique*. UEM,CEA,1979,31pags.

42 lors des entretiens réalisés auprès des chercheurs de l'ARC, ceux-ci mentionnèrent cette pratique du Centre de toujours discuter collectivement leurs travaux de recherche, dès le stade de la conception jusqu'à la présentation des résultats. En outre, dans les documents que j'ai compulsés sur ce sujet, par exemple le *Curso de Pós-graduação em Desenvolvimento* du CRA, plusieurs d'entre eux mentionnèrent dans les procès-verbaux et les autres rapports, la participation collective à la fois des enseignants, des chercheurs et des étudiants dans l'analyse critique et l'évaluation des projets de recherche menés par le CEA. Ce cours de perfectionnement a également eu une très grande importance pour la définition du travail intellectuel du Centre ainsi que pour l'inauguration de cette nouvelle forme de mener la recherche au Mozambique au lendemain de l'indépendance

43 *Noticias*, 3/5/76.

44 CEA, Estudos Moçambicanos nr. 1 Editorial. *Subdesenvolvimento e Trabalho Migratório*. Maputo, 1980

45 Ganhão, Fernando. *Problemas e prioridades na formação em Ciências Sociais*. In Estudos Moçambicanos nr.4,CEA,Maputo,1983,p.16.

46 CEA, ", A Questão Rodesiana", Iniciativas Editoriais, Lisboa, 1978, p.16.

47 Contribution de José Luís Cabaço, lors du Colloque en hommage à Aquino de Bragança, Maputo,28-29, Juillet, 2009

48 Ganhão, Fernando. *Problemas e prioridades na formação em Ciências Sociais*. In "Estudos Moçambicanos" nr.4,CEA,Maputo,1983,p.16.

Bibliographie

Aasland, Tertit. Research in Mozambique – A survey of the research sector in Mozambique with an introduction on Norwegian assistance to development research and to Mozambique, Oslo,1984, Mimeo, 54pags.

Beverwijk, Jasmin. *The Genesis of a System – Coallition Formation in Mozambican Higher Education* (1993-2003), PhD Thesis, 2005.

Foucault, Michel. *Microfísica do poder*. Rio de Janeiro, Graal, 1981.

Bragança, Sílvia. "Aquino de Bragança – Batalhas ganhas, sonhos a continuar". Ed. Ndjira, Maputo, 2009.

Buendia, Miguel. Educação Moçambicana – História de um Processo. Livraria Universidade, UEM, Maputo, 1999,p.268.

CEA, ", A Questão Rodesiana", Iniciativas Editoriais, Lisboa, 1978.

CEA, Estudos Moçambicanos nr. 1 Editorial. *Subdesenvolvimento e Trabalho Migratório*. Maputo, 1980.

Cruz e Silva. *Instituições de Ensino Superior e Investigação em Ciências Sociais: A herança colonial, a construção de um sistema socialista e os desafios do século XXI, o caso de Moçambique*. In Lusofonia em África – História, Democracia e Integração Africana. Codesria, 2005,p.33-44.

David. Democracy, *Violence and Identity in the Zimbabwean war of National Liberation: Reflections form the Realms of Dissent*. In, *Canadian Journal of African Studies*, Vol. 29, nr.3, 1985, pp.375-402.

Ganhão, Fernando. "Problemas e prioridades na formação em ciências Sociais" In Revista *Estudos Moçambicanos*, nr. 4, CEA, Maputo, 1984,p.5-17.

Hall, Margaret. The *Mozambican National Resistance Movement (RENAMO): A Study in the Destruction of an African Country*. In, *Africa: Journal of International African Institute*, Vol. 60, nr. 1, 1990, pp.39-68.

Loforte, Ana; Mate, Alexandre. As Ciências Sociais em Moçambique, *Mimeo*, CEA,21pags.1993.

Pachaleque, Calisto; Mendonça, Fátima; Taju , Gulamo; Mousinho, Mário. *Formação e Investigação em Ciências Sociais* – Seminário(4 e 5 de Março), UEM,1993,P.1-24.

Marks, Shula, *Ruth First. A Tribute* In, *Journal of Southern African Studies*, Vol.10, nr.1, 1983, pp.123-128.

Young, Tom. *The MNR/RENAMO: External and Internal Synamics*. In, *Afican Affairs*, Vol. 89, nr. 357, pp. 491 – 509.

Wuyts, Marc. *Camponeses e economia rural em Moçambique*. UEM,CEA,1979,31pags.

Zamparoni, Valdemir. "De Escravo a Cozinheiro – Colonialismo e Racismo em Moçambique", EDUFBA/CEAO, Salvador, Brasil, 2007.